Le marché international, communautaire et national de la viande bovine

Vincent Chatellier

▶ **To cite this version:**

Vincent Chatellier. Le marché international, communautaire et national de la viande bovine. Info Agricole, 2007, 106, pp.14-16. hal-02654289

HAL Id: hal-02654289
https://hal.inrae.fr/hal-02654289

Submitted on 29 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le marché international, communautaire et national de la viande bovine

Les producteurs européens de viande bovine bénéficient depuis deux à trois ans d'une conjoncture de prix assez favorable, du moins en amélioration, en raison principalement de la situation déficitaire du marché communautaire. Cette situation ne doit cependant pas masquer le fait que le secteur bovins-viande a fait l'objet, au cours des dix dernières années, de deux crises sanitaires (Encéphalite Spongiforme Bovine et Fièvre Aphteuse) et de deux réformes successives de la Politique Agricole Commune (PAC).

Dans l'Union Européenne (UE), le recul de la production de viande bovine s'explique surtout par la baisse drastique du cheptel laitier et par l'absence d'une volonté politique de stimuler l'offre par un relèvement du plafond des droits à primes en vaches allaitantes. Il justifie le recours croissant à des importations en provenance de la zone du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) selon des conditions commerciales encadrées par les règles multilatérales de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). En France, la baisse de la production est plus modérée que dans d'autres Etats membres du fait d'une orientation traditionnelle vers le secteur allaitant ; les échanges se font essentiellement avec les pays partenaires de l'UE.

La production de viande bovine

D'après les données publiées par l'Office de l'Elevage sur la base de différentes sources statistiques (USDA, Eurostat, FAO, GIRA), la production mondiale de viande bovine (veaux et gros bovins) s'élève, en 2006, à 64 millions de tonnes en équivalent carcasse (tec). Ce volume est cinq fois supérieur à la production mondiale de viandes ovine et caprine, mais inférieur de 18 % à la production de volailles et de 38 % à la production porcine.

Depuis le début des années soixante, la production mondiale de viande bovine augmente au taux moyen annuel d'environ 2 %. Cette croissance, qui est inférieure à celle des productions de volailles et de porcs, a été plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés. Au cours des quinze dernières années, la production mondiale de viande bovine a augmenté d'environ 10 millions de tec. Cette augmentation relève surtout de la Chine (+ 5,9 millions de tec) et du Brésil (+ 4,4 millions de tec). D'autres pays (les Etats-Unis, l'Australie et l'Argentine) ont également participé à cette dynamique positive. La situation est, en revanche, très différente en Russie, où la diminution de l'offre a été intense (- 5 millions de tec) dans un contexte marqué par des difficultés d'adaptation à l'économie de marché.

La production mondiale de viande bovine est assez fortement concentrée et étroitement liée aux disponibilités en surfaces fourragères. Les Etats-Unis occupent le premier rang devant le Brésil (qui bénéficie du cheptel le plus important), l'UE à 25 et la Chine (tableau p. 15).

L'UE assure 12 % de la production mondiale de viande bovine contre 3 % pour la France. Notre pays produit moins de viande bovine que l'Argentine et que l'Australie, mais plus que la Russie, les dix nouveaux Etats membres de l'UE réunis, la Nouvelle-Zélande ou l'Uruguay.

La production communautaire de viande bovine (gros bovins et veaux), qui relève actuellement pour 55 % d'animaux issus du troupeau laitier et pour 45 % d'animaux issus du troupeau allaitant, a baissé de 6 % entre 1991-1993 et 2004-2006 (moyenne triennale). Malgré l'arrivée dans l'UE de treize nouveaux Etats membres, elle est passée, au cours de cette même période, de 8,4 millions de tec dans l'UE [à 12] à 7,9 millions de tec dans l'UE [à 25]. Ainsi, l'élargissement de l'UE à l'Autriche, à la Finlande et à la Suède en 1995, puis aux Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) en 2004 n'a pas permis de modifier cette trajectoire globale de déclin.

Du fait de leur forte spécialisation laitière, la diminution de la production de viande bovine a été légèrement supérieure à un tiers aux Pays-Bas, en Allemagne et au Danemark. En effet, dans un contexte où les quotas limitent les volumes de lait, l'augmentation de la production de lait par vache entraîne *de facto* une baisse du cheptel. La production a diminué très faiblement en Italie et en Irlande et elle a progressé d'un quart en Espagne ; ce dernier pays a bénéficié à la fois d'une hausse de son quota laitier et d'une croissance de son cheptel de vaches allaitantes.

En France, la diminution de l'offre de viande bovine (12 % sur la période étudiée) tient surtout à la décroissance du cheptel de vaches laitières. Le poids moyen de carcasse des différentes

Le secteur de la viande bovine dans le monde (2006)

	Cheptel de bovins (millions de têtes)	Abattages de viande bovine (millions tec)	Consommation de viande bovine (millions tec)	Consommation de viande bovine (kg par habitant)
Etats-Unis	97	11,89	12,80	43
Brésil	173	8,85	6,77	37
UE-25	87	8,01	8,30	18
Argentine	50	2,99	2,43	63
Australie	28	2,15	0,74	37
Russie	20	1,46	2,28	18
Uruguay	12	0,52	0,18	39
Japon	4	0,50	1,18	9
Monde	1 366	64,25	64,25	10

Sources : Office de l'Elevage d'après USDA, FAO et Commission européenne

catégories de bovins a progressé et le cheptel de vaches allaitantes est resté stable depuis près de dix ans (il est de 4,1 millions de têtes en 2006, soit 53 % du cheptel total de vaches). Au cours de la prochaine décennie, la production française de viande bovine devrait encore diminuer dans la mesure où le rendement laitier devrait poursuivre sa tendance haussière et où le plafond de droits à primes en vaches allaitantes n'incite pas les éleveurs à développer leur cheptel allaitant (y compris dans une conjoncture de prix favorable). L'application d'un découplage total de la prime spéciale aux bovins mâles ne signifie pas nécessairement que les producteurs de jeunes bovins se détourneront de cette production. La professionnalisation de cette activité et la contractualisation renforcée avec les opérateurs de la transformation sont autant d'éléments qui devraient œuvrer positivement sur l'offre. Ainsi la France, qui a toujours été excédentaire en viande bovine depuis plus de trente ans, pourrait, si le niveau de la consommation évolue peu, devenir déficitaire à moyen terme (son taux d'auto-approvisionnement qui était de l'ordre de 115 % au début des années quatre-vingt dix est de 106 % en 2006).

La consommation de viande bovine

La consommation mondiale de viande bovine est fortement concentrée : les quatre premiers pays consomment, à eux seuls, 55 % des volumes mondiaux. Il s'agit, par ordre décroissant, des Etats-Unis, de l'UE, de la Chine et du Brésil (tableau ci-dessus). Ainsi, les pays ayant un niveau élevé de production sont également ceux ayant un niveau élevé de consommation. Deux exceptions à cette règle doivent cependant être soulignées : l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont des producteurs non négligeables de viande bovine, mais de petits pays consommateurs en raison d'une population limitée ; le Japon et la Corée du Sud ont, à l'inverse, une production limitée (du fait de la rareté des ressources foncières) avec une consommation importante (grâce à une population nombreuse et des revenus par tête élevés).

Au cours des quinze dernières années (1991 à 2006), la consommation mondiale de viande bovine a progressé de 17 %. Cette évolution résulte de situations contrastées entre pays. La consommation a plus que quintuplé en Chine et a fortement progressé au Brésil (+ 66 %), au Mexique (+ 50 %) et dans nombre d'autres pays en développement ; elle est stabilisée dans de nombreux pays développés (Afrique du Sud, Canada, Japon) à l'exception notoire de la Corée du Sud (+ 30 %), des Etats-Unis (+ 15 %), du Canada (+ 10 %) ; elle a été divisée par plus de trois dans les pays de l'ex-Union Soviétique. La consommation européenne de viande bovine est passée de 7,5 millions de tec par an en 1991-1993 (moyenne triennale pour l'UE à 12) à 8,1 millions de tec par an en 2004-2006 (moyenne triennale pour l'UE à 25). La hausse n'a donc été que de 600 000 tec, malgré l'entrée dans l'UE d'environ cent millions de consommateurs supplémentaires et une croissance de la population dans la plupart des autres pays partenaires. Les dix nouveaux Etats membres de l'UE consomment l'équivalent du tiers de la consommation française. Au cours de la période étudiée, la consommation nationale de viande bovine a augmenté de 42 % au Danemark, de 29 % en Espagne, de 25 % en Irlande et de 12 % au Royaume-Uni. Elle a, en revanche, reculé de manière spectaculaire en Allemagne (- 36 %), pays où les consommateurs manifestent une certaine défiance à l'égard de la viande bovine depuis la première crise de l'ESB. Elle a également baissé, mais dans des proportions plus modestes, en Italie (- 5 %), aux Pays-Bas (- 4 %) et en France (- 3 %).

La consommation individuelle de viande bovine varie fortement d'un pays à l'autre, sous l'influence de facteurs religieux, culturels et économiques (pouvoir d'achat des ménages, substitutions possibles entre sources de protéines du fait des rapports de prix, etc...). Aux extrêmes, elle varie de 2 kg en Inde (et 5 kg en Chine) à 63 kg en Argentine (tableau ci-dessus). Avec 18 kg, l'UE occupe une position intermédiaire, loin derrière les Etats-Unis. Force est également de constater l'existence d'écarts substantiels entre les Etats membres de l'UE. Avec 26 kg par habitant, la France occupe, en 2006, le deuxième rang européen derrière le Danemark. Les Français, qui consommaient 30 kg de viande bovine en 1960, devancent ainsi très nettement les Allemands (13 kg) ou les Polonais (7 kg).

Les échanges de viande bovine

Les échanges mondiaux de viande bovine représentent environ 10 % des tonnages produits et/ou consommés. L'intensité de

ces échanges est influencée par la compétitivité des prix (le coût de production à la tonne de viande bovine), les politiques commerciales (protection des marchés internes par des droits de douane), l'hétérogénéité de la demande (satisfaction du goût des consommateurs pour des produits diversifiés), mais également, et de façon croissante, par les mesures sanitaires qui s'appliquent aux frontières. Le marché mondial de la viande bovine est ainsi segmenté en deux zones distinctes définies en fonction de la présence ou non de la fièvre aphteuse : la zone atlantique (dont les pays du Mercosur, l'UE et la Russie) où la fièvre aphteuse sévit de façon endémique et la zone pacifique (dont les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud). Les échanges entre les pays du Mercosur et les Etats-Unis sont ainsi historiquement limités. Au sein de la zone pacifique, il convient de mentionner l'écroulement récent des exportations américaines de viande bovine (de 1,1 million de tec en 2003 à 0,2 million en 2004 et 0,5 million en 2006) suite à la fermeture du marché asiatique (en raison de la découverte d'une vache atteinte de l'ESB dans un Etat de Washington en 2003).

Les exportations mondiales de viande bovine ont représenté 6,2 millions de tec par an sur la période 2004-2006. Le Brésil est devenu le premier pays exportateur (1,8 million de tec par an au cours de cette période, soit un peu moins de 30 % des flux mondiaux). Si les exportations brésiliennes ont été multipliées par six en dix ans, force est aussi de noter que ce pays consomme 80 % de la viande bovine qu'il produit. Les exportations brésiliennes sont orientées essentiellement vers des pays de la zone Atlantique (Russie, UE, Egypte, Algérie, etc.). Les autres pays du Mercosur, dont l'Argentine (0,6 million de tec d'exportations) et l'Uruguay (0,5 million de tec), jouent également un rôle croissant dans la dynamique du marché mondial. L'Australie est le second exportateur mondial de viande bovine. Avec 22 % du total mondial, ce pays exporte près des deux tiers de sa production intérieure, essentiellement en direction du Japon, de la Corée du Sud et des Etats-Unis. Il en va de même de la Nouvelle-Zélande (0,6 million de tec d'exportations) où la production de viande bovine à base d'herbe permet d'obtenir des coûts de production compétitifs (notamment au regard de la production de viande bovine basée sur l'utilisation de céréales, comme c'est notamment le cas aux Etats-Unis). Avec des importations de 2,1 millions de tec et des exportations de 0,35 million de tec par an sur la période 2004-2006, les américains ont une balance commerciale très largement déséquilibrée. Ils sont à l'origine du tiers des importations mondiales de viande bovine.

L'UE à 25, qui devrait rester déficitaire en viande bovine (d'après les prévisions de la Commission européenne) joue un rôle assez modeste dans le marché mondial. Malgré la baisse des prix appliquée au titre des deux précédentes réformes de la PAC, les exportations européennes de viande bovine ont été divisées par trois en quinze ans sous l'effet de plusieurs facteurs :

- une mauvaise compétitivité prix par rapport à d'autres zones concurrentes.
- une baisse de l'offre dans un contexte de demande intérieure suffisamment soutenue (malgré les difficultés liées à l'ESB).
- une limitation des soutiens publics alloués au titre des restitutions aux exportations.

L'UE est à l'origine de 5 % des exportations mondiales et de 8 % des importations. Les importations européennes de viande bovine s'élèvent, sur la période 2004-2006, à 0,5 million de tec par an, soit l'équivalent de 6 % de sa consommation intérieure. Ce volume d'importations, en légère progression depuis 2003 (date à laquelle l'UE est devenue déficitaire pour la première fois depuis vingt-cinq ans), a peu varié au cours des quinze dernières années. Il se fait principalement à l'intérieur de quotas tarifaires à droits de douane réduits. Les quotas tarifaires à l'importation sont nombreux et complexes, fruits de l'histoire (accords du GATT, accords de Lomé et de Cotonou, accords d'association avec les pays de l'Est) et d'intérêts spécifiques de certains Etats membres importateurs. Les échanges entre Etats membres de l'UE, qui représentent près du quart de la production interne, sont nettement plus développés que les échanges extracommunautaires. Ils ont cependant décru du fait des crises sanitaires qui ont conduit les consommateurs à privilégier un approvisionnement plus national.

La France dispose d'une balance commerciale positive en viande bovine : 0,9 milliard d'euros en moyenne par an sur la période 2004-2006. Les exportations françaises de viande bovine (2,1 milliards d'euros par an) concernent, pour 58 %, des animaux vivants, vendus pour une très large part à l'Italie (qui achète plus d'un million de bovins par an à la France). Les exportations sur les marchés hors UE sont marginales, tant en animaux vivants (30 000 têtes de bovins, surtout vers le Liban) qu'en viandes fraîches, congelées ou conserves. Les importations françaises de viande bovine (1,2 milliard d'euros par an sur la période 2004-2006) concernent, à 80 %, de la viande fraîche en provenance essentiellement d'Allemagne, des Pays-Bas, d'Espagne et d'Irlande. Les importations françaises en provenance de pays hors UE sont très faibles (pas de bovins vivants, 2 % des importations de viande fraîche et 7 % des importations de viande congelée).

Dans ce contexte de marché, les exploitations françaises productrices de viande bovine, qui sont actuellement fortement dépendantes des soutiens directs (y compris dans une période de prix plutôt assez favorable), ont (à moyen terme) certainement plus à redouter l'évolution de la PAC que la concurrence internationale. Si la situation déficitaire de l'UE devrait amener les autorités communautaires à accepter l'ouverture de nouveaux contingents d'importations en provenance du Mercosur, la part de la consommation nationale de viande bovine issue de cette zone restera faible. Les exploitations seront particulièrement sensibles à l'évolution des modalités d'octroi des paiements directs qui pourrait survenir suite au « bilan de santé » de la PAC. Compte tenu des marges de manœuvre dont l'UE dispose désormais dans la négociation de l'OMC sur le soutien interne, l'UE n'a pas l'obligation de proposer, d'ici 2013, un découplage total de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes.

Vincent CHATELLIER
(INRA – Economie – NANTES)